

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1291** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Agression de la RDC

(Page 12)

## L'ONU dans le complot!

Ancien conseiller de Fatshi

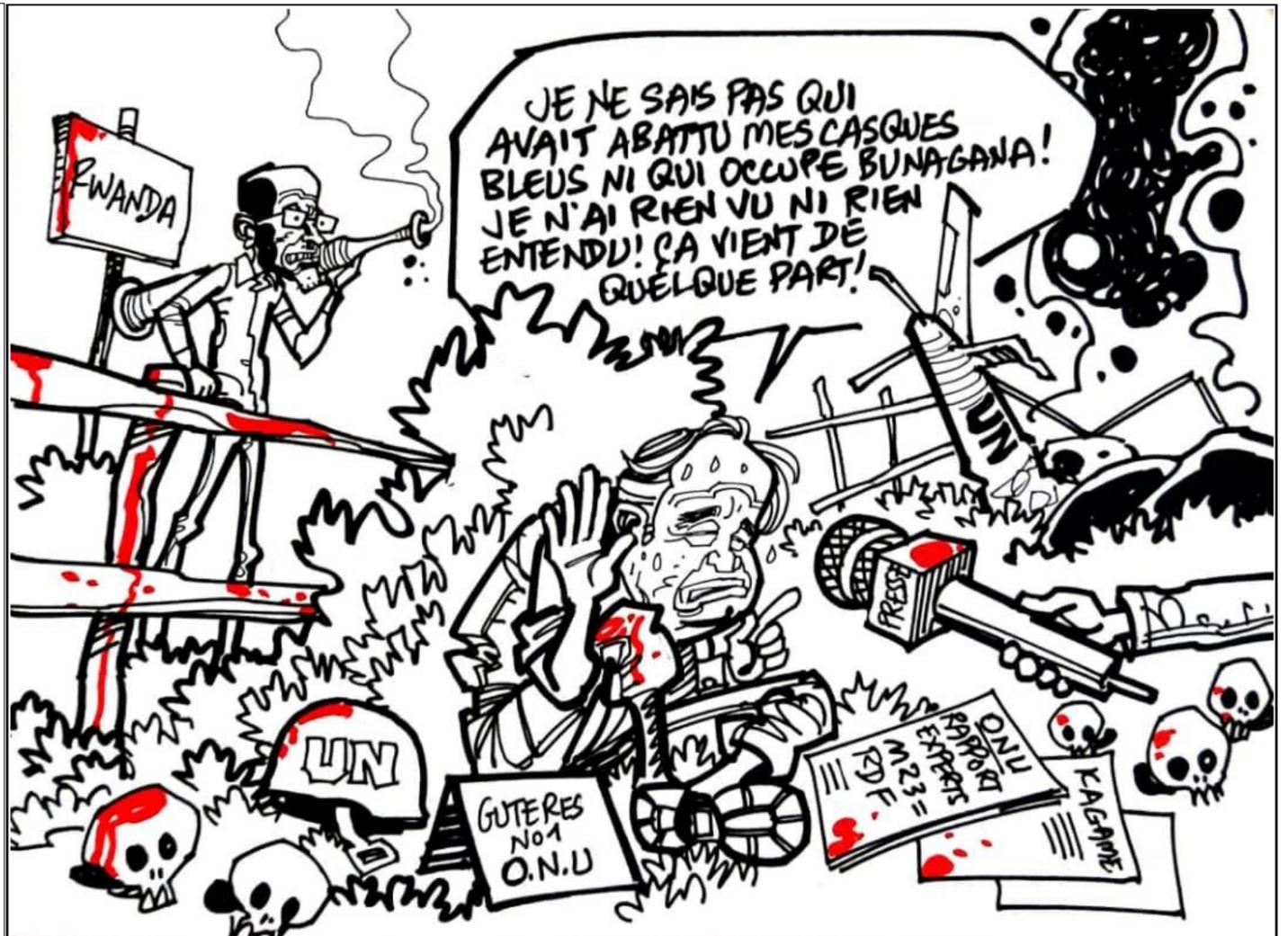
**Vidiye  
Tshimanga à  
la barre ce  
mercredi 21  
septembre  
2022**

(P. 12)

Ancien président de la CENI

**Le pasteur  
Ngoy  
Mulunda est  
sorti de la  
prison**

(P. 4)



**Moïse Moni DELLA :  
Kabila et Tshisekedi, deux  
faces d'une même pièce ?**

(Page 12)

**Félix Tshisekedi à la  
77ème Assemblée  
générale des  
Nations Unies**

(Page 2)

**Nyota  
TV**

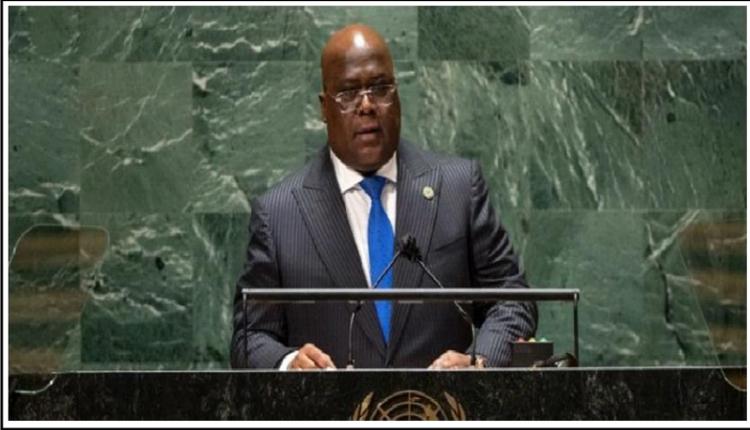
Retrouvez-nous  
sur 348  
Canal+!

Eliminatoires-CAN 2023

**Stage : 13 Léopards  
déjà rassemblés à  
Casablanca**

(Page 11)

## Félix Tshisekedi à la 77ème Assemblée générale des Nations Unies



The Head of State at the United Nations podium in September 2021

Le discours que prononcera le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, du haut de la tribune des Nations Unies, lors de la 77ème session de l'Assemblée générale dont l'ouverture est prévue mardi, est très attendu tant par la communauté nationale qu'internationale, a appris l'ACP des sources officielles.

Son allocution intervient dans un contexte national particulier marqué par l'agression avérée de la RDC par le Rwanda, via le M23, les processus de paix de Nairobi et Luanda ainsi que les tumultes sur le mandat de la

Mission des Nations Unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO).

Désavouée par une population lassée de voir les Casques bleus camper dans une position d'observateurs, sans résultats probants depuis deux décennies, la mission onusienne attend une issue de sortie honorable de la part de son mandat. Pour toutes ces problématiques, le Président de la République attend, dans son allocution, de mobiliser la communauté internationale et d'obtenir d'elle un soutien multiforme et une réponse claire, annonce-t-on.

### La question climatique au rendez-vous

Comme à chaque occasion que les dirigeants du monde se retrouvent ces temps derniers, la question climatique revient dans toutes les allocutions et on ne peut évoquer cette problématique sans faire allusion à la RDC. Les dirigeants du monde attendent donc du Président Tshisekedi la présentation des atouts de la RDC dans ce secteur en tant que « pays-solution », de même qu'un mot sur la production des minerais stratégiques, son Etat étant dépositaire des matières précieuses rares qui rentrent notamment dans la production des voitures électriques.

En sa qualité de Président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Chef de l'Etat se présentera à la tribune des Nations Unies avec des alternatives crédibles en ce qui concerne l'économie verte et le changement climatique.

Les forêts de l'Afrique centrale et le bassin du Congo constituant un poumon mondial, il importe que le Chef de l'Etat congolais réclame, au nom du continent et de ses pairs, une rétribution des pollueurs qui se retrouvent dans le camp des pays industrialisés. Le bal des discours à la 77ème session de l'Assemblée générale sera ouvert avec le Président du

Brésil, Jair Bolsonaro, renseigne-t-on.

Le Chef de l'Etat accompagné de la Première Dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, est arrivé aux premières heures de la journée de lundi à New-York.

Le vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, sa collègue en charge de l'Environnement, Ève Bazaiba, les ministres des Finances Nicolas Kazadi et de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, accompagnent le Président de la République à ces assises.

Lors de la 76ème Assemblée générale de l'ONU tenue en septembre 2021, dans la même ville américaine, le Président de la République démocratique du Congo, à l'époque Président en exercice de l'Union africaine, avait abordé dans son allocution plusieurs sujets, notamment la pandémie de COVID-19, le réchauffement climatique ainsi que le terrorisme en Afrique et dans le monde.

Concernant la RDC, le Président Félix Tshisekedi avait tablé notamment sur la question de la lutte contre la corruption, les violations des droits humains et la sécurité. A ce sujet, il avait indiqué que l'état de siège instauré dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu ne sera levé que « quand les circonstances qui l'ont motivé disparaîtront », rappelle-t-on.

## Matadi : le gouvernement provincial fixe la course en taxi à 600 francs congolais (0.30 USD)

Le prix de la course en taxi à Matadi est passé de 500 à 600 francs congolais (0.30 USD). Ce nouveau tarif a été approuvé lundi 19 septembre par le gouvernement de la province du Kongo-Central, à l'issue d'une réunion de crise. Celle-ci a mis autour d'une même table les ministres provinciaux des transports et du plan, et les associations qui exercent dans le secteur des transports,

transporter cinq passagers au lieu de quatre comme il est de coutume à Matadi.

Selon le directeur de cabinet du ministre des Transports, Venant Wabelo, ces conducteurs doivent se conformer à ce nouveau tarif, sous peine des sanctions.

D'après les témoins, certains conducteurs de taxis et taxis motos freints à cette décision. Les clients, qui rejoignent tôt leurs lieux de service ainsi que les élèves de l'avant-midi, ont af-



Radio Okapi/Photo John Bompengo

dont l'ACCO.

Les conducteurs de taxis et taxis-motos avaient créé une grève de deux jours pour majorer le prix de la course à 1 000 francs (0.50 USD), à la suite de l'ajout de 290 francs sur le prix d'un litre de l'essence, et ou de

firmé avoir rencontré des difficultés pour trouver un taxi.

Et, ont-ils poursuivi, peu de taxis et taxis motos qui circulent, exigent aux passagers de payer 1000 francs (0.50 USD) avant même qu'ils prennent place à bord.

### RDC-Belgique

## Le ministre président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en visite à Kinshasa



Le ministre président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Pierre Yves Jeholet, a inaugurée lundi 18 septembre le nouveau bâtiment du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa.

Yves Jeholet séjournera dans la capitale congolaise jusqu'au 21 septembre. Il procédera également à la visite des projets de coopération avec la RDC et à la participation mardi aux fêtes Wallonie-Bruxelles.

Il s'est rendu, en outre, avec son équipe à la maison communale de Ngaliema pour palper du doigt les retombées du jumelage entre la commune bruxelloise d'Herve qu'il a dirigée par le passé et la commune kinoise de Ngaliema.

Le bourgmestre de

Ngaliema, Dieumeri Mayibanzilunga Divengi, en a profité de cette occasion pour saluer les avancées significatives de ce partenariat.

Dans le volet éducation, le ministre président wallon a signé ce même lundi avec le vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Aminata Namasia Bazego, un nouveau programme 2022-2026 pour la mise en œuvre de l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM).

Les compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont liées à l'Éducation, la culture, les médias, la coopération internationale et scientifique, etc. Le centre Wallonie-Bruxelles existe en RDC depuis 1986.

### Liberté de presse

## JED dénonce l'agression d'une journaliste par des militants de l'Ecidé

Dans une lettre adressée, le lundi 19 septembre 2022, à Monsieur Martin Fayulu Madidi, Président du Parti « Engagement pour la citoyenneté et la démocratie » (Ecidé), Journaliste en danger (JED) lui a exprimé sa profonde indignation à la suite de l'attaque violente dont a été victime la journaliste Tatiana Osango, suivie de la destruction de son véhicule, le jeudi 15 septembre 2022 au siège de son Parti situé sur l'avenue de l'Enseignement dans la commune de Lingwala.

« Bien que les images de cette attaque aient été abondamment diffusées dans les réseaux sociaux, aucun membre ou dirigeant de votre Parti n'a réagi ni condamné cette agression... JED demande votre implication personnelle, en qualité de Président de l'Ecidé, pour ouvrir une enquête interne sur cette agression afin d'en identifier les auteurs et s'assurer que pareil incident ne puisse plus jamais se répéter... », a écrit JED dans cette correspondance dont copies ont été reversées notamment au Ministre de la Communication et médias, au Ministre de l'Intérieur et au Commandant de la police, ville de Kinshasa.

En effet, selon les informations concordantes parvenues à JED, Tatiana Osango, journaliste indépendante qui diffuse ses informations dans son médias en ligne, a été violemment prise à partie par un groupe d'individus identifiés comme des militants de l'Ecidé au moment où elle tentait de faire un reportage sur la rentrée parlementaire, non loin du palais du peuple. Sa voiture stationnée devant le siège de ce Parti a été également saccagée par les mêmes individus.

JED a demandé à monsieur Martin Fayulu de condamner publiquement l'agression de Tatiana Osango et de s'engager à réparer les préjudices qu'elle a subis.

« Votre silence risque d'encourager les membres de votre parti à commettre d'autres actes similaires contre des journalistes dans l'exercice de leur métier », conclut JED.

Taboola/Actualité.cd

## Moïse Moni DELLA : Kabila et Tshisekedi, deux faces d'une même pièce ?



**N'ayons pas la mémoire courte. Je ne comprends pas la tendance à la mode aujourd'hui qui consiste à sanctifier Joseph Kabila et à diaboliser Félix Tshisekedi. Je peux comprendre que les gens disent : Avant Kabila égal après Kabila, comme disait le Général Janssens : Avant l'indépendance est égal à l'après indépendance.**

Nous ne devons pas avoir la mémoire courte et oublier tous les crimes politiques et économiques perpétrés par Kabila et sa famille, ses partisans et courtisans.

Albert Yuma, PCA de la Gécamines, nous a révélé comment le pays était saigné à blanc par le régime de Kabila qui a bradé ses richesses minières.

Les enquêtes de RFI et France 24 ont démontré plusieurs fois combien la RDC sous Kabila a été vendue à vil prix. L'ancien vice-président américain Al Gore vient d'affirmer dans un livre que la RDC a vendu plus de la moitié de sa forêt et de ses terres. Je ne sais pas si les gens réalisent un tel crime. On peut tout vendre mais pas la terre de nos ancêtres.

Ce scandale a été produit sous le règne de Kabila. Je suis témoin oculaire et auriculaire du bradage d'une société minière de l'État, en tant qu'ancien mandataire de la Sodimico (Société de développement industriel et minier du Congo), une ancienne filiale de la Gécamines aujourd'hui en faillite à cause de Kabila et ses acolytes que j'avais dénoncés, occasionnant mon éviction abusive.

Je suis également témoin oculaire et auriculaire des massacres à grande échelle perpétrés sous les ordres de Kabila et exécutés d'une manière chirurgicale, criminelle, sans état d'âme par le général de pacotille, de façade et de parade Amisi Kumba dit «Tango Four», le 19 septembre 2016 dans la ville de Kinshasa. J'ai arpenté huit couloirs de la mort après un traitement inhumain et dégradant avant d'être jeté comme un animal à la prison de Makala que je qualifie, dans un ouvrage en chantier, de «La République de Makala, une prison au service d'un pouvoir.»

Plusieurs combattants de forces politiques et sociales de l'époque ont été arrêtés, torturés et tués comme des mouches, plus particulièrement ceux du Conade, du MLP et surtout de l'UDPS dont certains étaient même calcinés au siège de Limete. Pour ces crimes de sang, crimes contre l'humanité, tous indescriptibles, j'ai porté plainte à la Cour constitutionnelle et fait la dénonciation à la Cour pénale internationale.

Alors, en quoi Kabila est-il saint aujourd'hui pour le regretter jusqu'à

souhaiter son retour ? Si tel est le cas, cela voudrait tout simplement dire que les Congolais que nous sommes avons une mémoire très courte. Un peuple sans mémoire est un peuple sans espoir, sans avenir. C'est ce qui explique d'ailleurs la répétition des crimes par les pouvoirs successifs, comptant sur l'amnésie collective. « Bakomesana ! »

Il est vrai que nous qui avons lutté contre les antivaleurs des régimes de Mobutu et des Kabila père et fils, sommes déçus de voir qu'un de notre Félix Tshisekedi, de surcroît fils de notre père politique, l'un des treize parlementaires, défenseur acharné de la démocratie, de l'État de droit et du bien-être du peuple congolais, ne pas apporter le changement tant attendu. Le clientélisme, le népotisme, le favoritisme, le sectarisme, la coterie tribale, la corruption, la concussion, le trafic d'influence, les détournements des deniers publics ont la peau dure aujourd'hui comme hier. Mais ses égarements ne sont pas à comparer à ceux de son prédécesseur. Bien que les scandales déplorés sous Kabila persistent. On peut même remonter le temps jusqu'à l'époque de Mobutu sauf qu'à cette époque, il n'y avait pas des autoroutes de l'information comme les réseaux sociaux aujourd'hui. Les rétro-commissions que le président de la République avait classés sur la liste de non-illégales dans une émission mémorable sur France 24 et TV5 Monde se pratiquaient aussi par Kabila et son entourage. L'acte posé par le conseiller du président en matière stratégique, Vidiye Tshimanga, est certes condamnable mais c'est une goutte d'eau dans l'océan de la corruption, l'une des raisons qui découragent les investisseurs. Ce qui se passe ailleurs se passe en RDC, mais ce qui se passe en RDC ne se passe nulle part ailleurs.

Le développement étant un processus cumulatif, la destruction l'est aussi. La destruction de la RDC a commencé avec Mobutu en passant par les Kabila et Félix est le continuateur de cette sale besogne.

On ne peut pas avoir la mémoire courte jusqu'à oublier la répression des Lumumbistes, des 13 parlementaires, des fondateurs, co-fondateurs, pionniers et combattants de l'UDPS par les régimes de Mobutu.

Imputé la destruction du pays à un seul président et son régime serait injuste et subjective. On est face à une œuvre successive. Les responsabilités sont partagées à tous les niveaux, à des degrés différents.

**Moïse MoniDella  
Porte-parole du peuple  
Président de Conade  
Co-fondateur de l'UDPS**

## Congo Airways Les agents sous-traitants impayés depuis 16 mois à Gemena

Les agents sous-traitants de la Compagnie d'aviation Congo Airways œuvrant à Gemena, ville-capitale du Sud-Ubangi, ont déclenché une grève sèche depuis le jeudi 15 septembre 2022.



« Leurs revendications sont fondées mais le moment n'est pas propice à la grève vu la difficulté que traverse notre compagnie d'aviation. Cependant, la procédure n'a pas été respectée. Il y a eu

un préavis de grève mais ils n'ont pas déposé leur copie de mémo. Nous considérons donc qu'ils ne sont pas en grève. Parce qu'ils n'ont pas déposé leur mémo. Nous leur demandons de continuer à travailler tout en réclamant leurs droits car le moment est très difficile », a-t-il confié le lundi 19 septembre 2022.

Paul Longo ajoute que certains agents sous-traitants ont compris que la compagnie d'aviation Congo Airways traverse un moment difficile et ont accepté de reprendre le travail. Il invite d'autres agents grévistes à emboîter leur pas.

Ces agents sous-traitants partent ainsi en grève dans un contexte où les vols de la compagnie d'aviation Congo Airways deviennent de plus en plus irréguliers en République démocratique du Congo en général et dans la ville de Gemena en particulier.

Une situation qui a fait qu'une centaine de clients de cette compagnie d'aviation à Gemena peinent à voyager vers Kinshasa voici maintenant plusieurs jours.

**César Augustin MokanoZawa, à Gemena**

Ils revendiquent notamment le paiement de 16 mois d'arriérés de salaire, la résilience de leur contrat de sous-traitance et la signature imminente d'un nouveau contrat de travail avec la compagnie d'aviation Congo Airways. « Effectivement. Nous sommes allés en grève sèche. Nous réclamons 16 mois d'arriérés de salaire. Nous exigeons aussi la résilience de notre contrat de sous-traitance. Nous voulons arracher la signature d'un nouveau contrat de travail avec Congo Airways », a déclaré à 7SUR7.CD, un agent sous-traitant de Congo Airways, agence de Gemena qui requiert l'anonymat.

En réaction, le chef d'escadre de cette compagnie d'aviation dans la ville de Gemena indique que ces agents sous-traitants n'ont pas respecté la procédure avant de déclencher leur mouvement de grève. Il leur demande de reprendre le travail. Paul Longo affirme cependant que leurs revendications sont fondées mais, dit-il, le moment n'est pas propice à la grève vu la difficulté que traverse ladite compagnie d'aviation.

## Reçus à Kinshasa par Félix Tshisekedi Des chefs coutumiers " Yaka et Teke " affirment que la paix est effective entre les deux communautés



Le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu le samedi 17 septembre 2022 dans la soirée à la Cité de l'Union Africaine, une délégation des chefs coutumiers Teke et Yaka conduite par la ministre près le Président de la République Nana ManwaninaKiumba et le Roi Manikongo des Suku.

À la fin des échanges, le Roi Manikongo a indiqué à la presse qu'il est allé faire rapport au chef de l'État de la mission que ce dernier lui avait confiée le 2 septembre dernier, celle de descendre sur terrain dans le territoire de Kwamouth au Mai-Ndombe, en vue de réconcilier les peuples Teke et Yaka qui se sont illustrés ces derniers temps par des violences fondées sur des conflits de terre ayant même occasionné mort d'hommes.

D'après le Roi Manikongo, l'initiative du président Tshisekedi, qu'il considère comme le 1er chef coutumier du pays, est de confier la gestion de ce conflit aux chefs coutumiers compte tenu de leur proximité avec les populations protagonistes.

« À l'heure qu'il est, les deux communautés se sont rapprochées et entendues pour faire la paix et que celle-ci est devenue d'ailleurs effective. Pour preuve,

ils sont là côte à côte alors qu'il y a peu, ils se vouaient une haine viscérale », a-t-il fait savoir.

De son côté, la ministre près le président de la République, le professeur Manwanina, complétant le Roi Manikongo dans la restitution, a approuvé le compte rendu de ce dernier. Ce membre du Gouvernement SamaLukonde estime que la réconciliation entre les deux communautés est effective à l'heure qu'il est. « Les barrières ont été levées, permettant ainsi à tous ceux qui avaient fui dans les forêts de regagner leurs villages », a souligné Nana ManwaninaKiumba.

Tout comme le Roi Manikongo, la ministre a confirmé que le chef de l'État a donné aux deux communautés des instructions à respecter tout en demandant à leurs chefs venus à Kinshasa dans le cadre de cette croisade de la paix de rester encore en stand by dans la capitale jusqu'à son retour après sa participation à l'assemblée générale des Nations-Unies.

Pour le président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi, à en croire la ministre Nana Manwanina, ce processus de paix entre ces deux communautés doit encore se poursuivre.

**Jephté Kitsita**

## Elections 2023

## La CENI réceptionne un lot de kits d'identification et d'enrôlement des électeurs



Le Rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Mme Patricia Nseyu Mulela, a réceptionné, à l'aéroport international de Ndjili, le premier lot du matériel d'identification pour l'enrôlement des électeurs livré par Miru Systems, l'entreprise sud-coréenne ayant bénéficié de ce marché.

Elle était accompagnée du Questeur adjoint, Mme Sylvie BIREMBANO BALUME, et du Secrétaire national Exécutif Adjoint, Marie-Josée KAPINGA BONDO.

« Notre présence à l'aéroport international de Ndjili s'inscrit dans la suite de la mission que nous avons effectuée à Séoul, en Corée du Sud, pour lancer la production des kits d'identification en vue de l'enrôlement des électeurs. Aujourd'hui, notre partenaire, le fournisseur MiruSystems nous a fait parvenir un premier lot de ce matériel pour vérifier leur fiabilité et leur fonctionnalité avant une production à grande échelle. La CENI, c'est-à-dire, le Président Denis Kadima Kazadi, les membres de la plénière, les cadres et agents sont déterminés à organiser les élections dans le respect du délai constitutionnel. Nous sommes heureux de recevoir cette première livraison, d'autant que notre partenaire a respecté le délai convenu », a indiqué Mme le Rapporteur de la CENI.

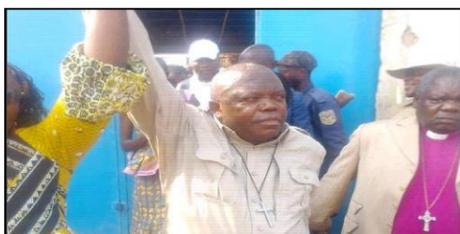
Aussitôt, de retour à la CENI, Mme le Rapporteur a remis officiellement ce premier lot au numéro un de l'institution.

« Je remets solennellement le spécimen de ce matériel au Secré-

### Ancien président de la CENI

## Le pasteur Ngoy Mulunda est sorti de la prison

Le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), est sorti de la prison de Kasapa à Lubumbashi (Haut-Katanga) ce lundi 19 septembre 2022, après avoir bénéficié d'une liberté provisoire lui accordée par la Cour de Cassation.



Après près de deux ans de de-

taire Exécutif National pour que le travail que nous allons entamer très bientôt dans le cadre du test grandeur nature puisse se dérouler comme

nous l'espérons », a indiqué le Président Denis Kadima Kazadi.

Le test grandeur nature a pour objectif de vérifier la conformité du matériel proposé par le fournisseur en rapport avec les exigences fixées par la CENI dans le Dossier d'Appel d'Offres international et de s'assurer de la fonctionnalité de ce matériel.

Ce test permettra aussi d'étudier le comportement du matériel et du logiciel en situation réelle d'exploitation et d'apprécier le temps d'identification moyen d'un électeur pour en déduire le temps d'enrôlement de la population.

Dans ce même cadre, les membres de la plénière de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Jean-Pierre Ilongo Tokole et Gérard Bisambu, du directeur de la Communication, Jean-Baptiste Itipo, Nestor Maroy, président de l'Ordre national des experts électoraux, ont entamé une mission de sensibilisation dans le territoire de Luozi, dans la province du Kongo Central.

Cette équipe est en mission de repérage de site, mais aussi, elle a démarré la sensibilisation de proximité concernant notamment les nouveaux majeurs au test grandeur nature prévue le mercredi 21 septembre 2022.

Au préalable, la délégation a visité l'entrepôt général de Luozi, avant de mettre le cap sur l'Institut Vididila où ils ont pris langue avec le préfet et les élèves de cet établissement scolaire.

Siméon Isako/Cas-info

tention à la prison de Kasapa, le pasteur Daniel Ngoy Mulunda est rentré chez lui vers 11 heures de ce lundi, confirme maître Mulongoy, membre du collectif des avocats de l'ancien président de la CENI, à 7SUR7.CD.

« Oui, il est sorti de la prison depuis l'avant midi de ce lundi. Les confrères l'ont déposé à sa maison à 11 heures », a-t-il écrit dans une dépêche nous parvenue.

Par ailleurs, son collègue Jean Mbuyu Luyongola a précisé à 7SUR7.CD que la décision de la Cour de Cassation est assortie d'une caution de 1.000 dollars américains.

« Une décision de mise en liberté provisoire a été rendue aujourd'hui par la Cour de Cassation mais n'est pas encore notifiée. Elle est assortie de paiement d'une caution de 2 millions de francs congolais », a-t-il déclaré.

Il est à noter que cet ancien bâtonnier au barreau de Lubumbashi pense que cette liberté provisoire que vient d'obtenir son client sera accompagnée de certaines conditions dont la privation de liberté de mouvement en dehors de la ville ou du pays.

Condamné à trois ans de prison et au paiement d'une amende de 500 mille francs congolais le mardi 26 janvier 2021 par le Tribunal de paix de Lubumbashi/Kamalondo, le pasteur Daniel Ngoy Mulunda a été reconnu coupable des propos séparatistes, sécessionnistes et tribalistes tenus à son église Nouvelle Méthodiste Unie de Lubumbashi. C'est le jeudi 15 septembre dernier que la décision de la mise en liberté provisoire de Daniel Ngoy Mulunda a été rendue publique par la Cour de Cassation à Kinshasa.

Patient Lukusa, à Lubumbashi

### Fonction publique

## Près de 4.500 fonctionnaires dont 37 secrétaires généraux envoyés à la retraite



Le vice-premier ministre en charge de la Fonction Publique Jean-Pierre Lihau, a annoncé au cours d'une conférence de presse organisée ce lundi 19 septembre 2022, le début du processus de mise en retraite au sein de l'administration publique de la République démocratique du Congo.

Cette mise en retraite concerne au total, 4406 fonctionnaires, dont 37 secrétaires généraux, 319 directeurs, 367 chefs des divisions, 594 chefs des bureaux, 600 ATA1, 458 ATA2, 551 AGA1, 412 AGA2, 384 AA1, 211AA2, 96 huissiers issus des des différentes administrations et provinces de la République et ce, conformément à l'option inclusive des réformes telle que prônée par le gouvernement, ainsi que le règlement du différend relatif à la retraite de 377 agents des régies financières et de l'institut national de statistiques, comprenant 26 directeurs, 23 chefs des divisions, 39 chefs des bureaux, 90 ATA1, 177ATA2, 54AGA1, 19 AGA2, 7AA2 et 2 huissiers.

Cette première vague de la mise en retraite qui intervient après la signature des ordonnances du président de la République Félix Tshisekedi, concerne essentiellement les secrétaires généraux de l'administration, les agents centenaires, nonagénaires, octogénaires et, dans certains cas, des agents septuagénaires et sexagénaires, ainsi que le règlement de certains litiges touchant les

agents déjà retraités non encore bénéficiaires de leurs indemnités de fin de carrière.

De ce fait, J-P Lihau souligne que le paiement des allocations de fin de carrière se fera, pour chaque agent retraité.

« Toutes les dispositions tant administratives que financières sont en cours de finalisation pour permettre à chaque bénéficiaire des actes de retraite susmentionnés de rentrer, dans les meilleurs délais, en possession de tous les avantages auxquels il a droit, conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière. Le paiement des allocations de fin de carrière se fera, pour chaque agent retraité, dans le compte bancaire où il perçoit son salaire de base », a souligné Jean-Pierre Lihau.

Pour Jean-Pierre Lihau, ce processus de la mise en retraite est irréversible et sa fluidité va permettre le rajeunissement de l'administration publique avec le recrutement des jeunes plus méritants et plus compétents, ainsi pour mettre fin au système de privilège.

Signalons que la mise à la retraite permet d'aérer les cadres organiques des services, de créer les vacances de poste, et de générer l'explosion des opportunités de carrière, notamment en termes d'avancement en grade.

Roberto Tshahe

**Santé****Pour la rationalisation des structures des prix des produits et services de santé**

Pour la troisième fois, les services du ministère de l'Economie et ceux de la Santé se sont réunis le lundi 19 septembre 2022, en atelier sur la rationalisation des structures des prix, tarifs des produits et services de santé en République Démocratique du Congo (RDC).

Au menu de cette rencontre, les différentes parties prenantes pensent donner aux produits et services de santé un statut social pour les rendre accessibles à toutes les couches sociales de la population.



La particularité de cette troisième phase, c'est le fait que les participants se sont penchés sur la préparation des textes réglementaires et les éléments nécessaires à la formalisation du statut social des produits et services de santé.

Aussi, ils ont examiné notamment les taxes et redevances qui pèsent sur les prix des médicaments ainsi que les autres produits de santé. Ceci, dans le but que certains produits soient exonérés dans le processus de leur importation, de leur production locale et de leur distribution sur le territoire national. Ce qui aura pour avantage d'alléger le coût sur le consommateur.

Les participants ont également travaillé sur l'amélioration et la finalisation du projet relatif au système national d'approvisionnement en médicaments ainsi que les mesures d'application visant à renforcer la réglementation pharmaceutique et économique en vigueur.

Représentant le Ministre ad intérim de l'Economie, son Directeur de cabinet, Guylain Malerhe, se dit rassuré. « Nous sommes rassurés dans la mesure où l'objectif principal est de se rassurer que les soins de santé aient un caractère social et arriver à un accès au plus grand nombre de soins de santé. Je me rends compte que ces objectifs sont pris en compte », a affirmé avec joie Guylain Malerhe.

Notons que plusieurs recommandations ont été formulées à l'issue des travaux dans les trois sous-commissions établies. Il s'agit de la Commission sur les produits, des services ainsi que la Commission de la mutualisation et justification économique.

Primo, au niveau de la Commission produits, les experts ont insisté sur la promotion de l'industrie locale. « Nous devons protéger notre industrie locale en diminuant les taxes, en exonérant totalement les médicaments qui sont importés. Aussi, 35 molécules ont été interdites à l'importation par le Ministre de la Santé pour

permettre à notre industrie d'être concurrentielle. », a indiqué Fiston Kikuni, expert au ministère de l'Economie.

Il est question d'alléger les producteurs des médicaments made in DRC. Les participants ont suggéré la suppression de certaines taxes redondantes et la réduction du taux d'imposition pour d'autres.

Secondo, au niveau de la Commission services, les participants se sont penchés sur le mode de facturation des services de santé dans les structures sanitaires.

D'après Gabriel Kitoltenga, expert au ministère de l'Economie, cette Commission s'est divisée en trois sous-commissions. Il s'agit de la sous-Commission de biens et services où ils ont examiné la facturation de biens et services.

« C'est un travail très fastidieux car cela n'a jamais été fait auparavant et chaque organisation le faisait à sa façon », a-t-il dit.

Les experts ont identifié plusieurs modes de facturation : soit on facturait par posologie, par actes et par le temps.

Après débat et délibérations, la facturation par acte sera prise en compte. Ce qui a conduit à l'identification de tous les actes posés tels que les actes d'hospitalisation, les actes paramédicaux et administratifs ainsi que les actes posés en urgence.

Tertio, la Commission de la mutualisation et justification économique a aussi abattu un grand travail.

Rappelons que cette troisième phase fait suite aux travaux amorcés depuis décembre 2021 par le ministère de l'Economie nationale en collaboration avec celui de la Santé, les différents services œuvrant dans le secteur de santé ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Le prochain rendez-vous est donc pris pour la fin du mois de septembre 2022. Lors de ce quatrième atelier, il sera question de valider les différentes recommandations de la troisième phase.

Le ministère de l'Economie nationale que chapeaute actuellement Nicolas Kazadi promet de s'impliquer davantage pour l'application de toutes les recommandations issues de ces travaux afin de matérialiser la vision du Chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi, qui prône la couverture santé universelle.

Nadine Fula

**Nouveaux mandataires****Le FPI invité à financer en priorité les projets à impact visible**

Le nouveau Comité de gestion du Fonds de promotion de l'industrie (FPI) a la mission de continuer à ramener les fonds générés par ce service de l'Etat vers l'objet de sa création en finançant réellement les projets à impact visible sur la vie des populations congolaises.

C'est ce qu'a indiqué le Ministre congolais de l'Industrie, Julien Paluku, à l'endroit des membres du nouveau Comité de gestion du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) à l'occasion d'une réunion tenue dernièrement septembre 2022.

En effet, le Ministre de l'Industrie a rappelé que « la relance de l'industrie locale exige des innovations afin d'aider le pays à réduire la facture de ses importations évaluées entre 6 et 7 milliards de dollars américains par an ».

De son côté, le nouveau Directeur général du FPI, Bertin Mudimu Tshisekedi et toute son équipe dirigeante ont promis de suivre à la lettre les orientations du Ministre de tutelle.

Agnès Kayembe

**Mines congolaises****Les Emirats Arabes Unis dans la danse avec un milliard USD**

Le Gouvernement congolais représenté par le ministère des Mines, et la société Primera Group Limited, un consortium des Emirats Arabes Unis ont procédé, le samedi 17 septembre 2022, à la signature d'un accord d'investissement d'un milliard de dollars américains pour renforcer et augmenter les échanges bilatéraux entre les deux pays.



La cérémonie de signature de cet accord a été présidée par le Premier Ministre congolais, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge. Ce protocole d'accord est un nouveau pas pour le lancement des investissements émiratis à venir en République Démocratique du Congo.

A cette occasion, Salem Aljaberi, le Chargé d'affaires (commis à la préparation de l'ouverture en novembre prochain de l'Ambassade des Emirats Arabes Unis à Kinshasa) a affirmé qu'au cours de l'année prochaine, beaucoup d'entreprises du secteur privé des Emirats Arabes Unis vont se bousculer aux portillons de la République Démocra-

tique du Congo pour investir dans les domaines de l'Agriculture, des Mines, et des énergies renouvelables.

Selon lui, l'ouverture de l'Ambassade des Emirats Arabes Unis à Kinshasa, au mois de novembre 2022, constituera l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations entre les deux pays pour qu'il y ait beaucoup plus d'investissements au courant de l'année prochaine.

Les deux parties perçoivent cette cérémonie comme étant la concrétisation des accords conclus entre son Altesse, le Président des Emirats Arabes Unis, Cheikh Mohamed ben Zayed Al Nahyane et le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lors de sa visite en octobre 2021 à Abou Dhabi.

Agnès Kayembe

**Haut-Katanga****Christian Mwando tâte le pouls des investissements dans le secteur agricole**

Le ministre du Plan, Christian Mwando, effectue depuis le week-end, une mission à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, pour un état de lieux des investissements dans les milieux agricoles et leur protection. Il l'a dit à l'issue d'une audience que lui a accordée le rapporteur de l'assemblée provinciale du Haut-Katanga, Thomas Lupata Mudimbi, dans son cabinet de travail au bâtiment du 30 juin à Lubumbashi.

Christian Mwando, a indiqué que l'agriculture est dans la compétence exclusive des provinces précisant ainsi que c'est le gouvernement central qui s'occupe de la politique générale. Il a constaté avec désolation comment les agriculteurs

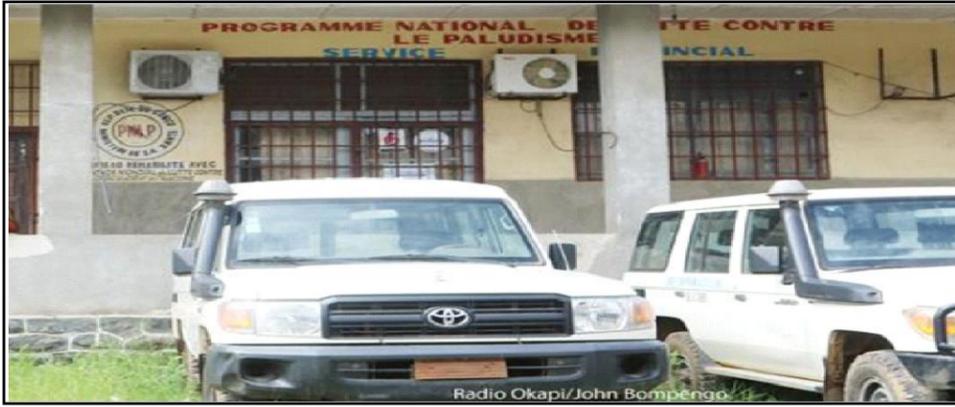
qui ont investi en matière d'agro-industrie sont très tracassés en termes de fiscalité, d'acquisition de terrains. « Ceux qui ont bénéficié de la fiscalité, des exonérations fiscales n'arrivent pas à se déployer », a-t-il renchéri.

Les questions de la spoliation des concessions de l'Institut national de recherche et d'études agronomiques (INERA) Kipopo et des emprises de la Société nationale de chemins de fer du Congo (SNCC) ont également été évoquées. A cet effet, le ministre du plan, a promis de porter ces doléances au niveau du ministère des affaires foncières pour une solution.

ACP

## Tshopo

## Plusieurs indicateurs de santé se sont améliorés en 6 mois



Le chef de Division provinciale de la santé (DPS)/Tshopo, Francis BaelongandiFolo, a déclaré ce lundi 18 septembre à Kisangani que plusieurs indicateurs de santé s'étaient améliorés au premier semestre de l'année 2022.

« Comparativement à l'année passée, il y a beaucoup d'indicateurs qui ont commencé à prendre une bonne tendance », a affirmé Francis Baelongandi.

Il a fait cette déclaration à Kisangani lors de l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action opérationnel 2022 des zones de santé de la province de la Tshopo.

Cependant, indique-t-il, certaines zones de santé éprouvent d'énormes difficultés :

« Autour de ces indicateurs-là, il y a quand-même certaines zones de santé qui n'ont pas bien fonctionné, par exemple la référence des cas. Il est sensé que si un malade est suivi au niveau d'un centre de santé, si au niveau du

centre, il est dépassé il doit être renvoyé vers un hôpital qui est sensé le prendre en charge. Cette activité-là n'a pas bien marché. Si l'on prend aussi le cas de prise en charge de césariennes. Le taux d'exécution de césariennes est très faible... Si nous regardons au niveau de la province, on est en train de dénombrer de plus en plus des cas de complications post-obstétricales. »

Mais les autres comme la vaccination les choses sont en train de bien évoluer, a-t-il poursuivi, déplorant toutefois « la recrudescence de la rougeole au niveau de la province. Mais aussi les flambées de foi de rupture en intrants de prise en charge de paludisme, de VIH par endroit, mais aussi de tout autre médicament dont les structures ont besoin... »

Par ailleurs, au sujet de la résurgence de la polio dans la zone de santé de Basoko, le chef de division fait savoir qu'un seul cas seulement a été confirmé sur un échantillon d'une trentaine des cas suspects.

## Nord-Kivu

## Appel à la restauration de l'autorité de l'Etat dans toute la province



La société civile du grand Nord du Nord-Kivu appelle le gouvernement à tout mettre en œuvre en vue de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette province. Elle estime que cela permettra de neutraliser tous les groupes armés locaux et les ADF, auteurs de plusieurs exactions et tueries des civiles dans la région. Cette recommandation est assortie d'une déclaration faite par les coordinations de la société civile locale à l'issue d'une rencontre samedi 17 septembre à Lubero.

Quatre coordinations de la société civile se sont mises ensemble pour diagnostiquer la situation sécuritaire dans la partie Nord de la province du Nord-Kivu. Il s'agit des coordinations des territoires de Lubero et Beni, mais également des villes de Beni et Butembo.

Elles sont parties du constat de tuerie sans fin des personnes innocentes, perpétrées principalement dans la région de Beni et Ituri par des rebelles des ADF depuis 2014, appuyés

par des groupes armés locaux.

Dans leur communiqué final, elles ont également évoqué l'occupation de la cité de Bunagana dans le territoire de Rutshuru par les rebelles du M23. C'est ainsi qu'elles demandent aux forces armées congolaises de mener des actions offensives pour libérer cette cité des mains de ses envahisseurs.

Au gouvernement congolais, ces forces vives demandent la levée de l'état de siège en province, qui, selon elles, a prouvé ses limites au regard du fait que les massacres et plusieurs autres exactions contre les civiles n'ont pas cessé.

Concernant la MONUSCO, ces acteurs de la société civile demandent au Conseil de sécurité des Nations unies d'anticiper son retrait du sol congolais.

Ils appellent enfin la population à la vigilance, l'invitant à remonter toutes les alertes sécuritaires auprès des services compétents, en vue d'une prise des dispositions utiles à temps utile.

## Goma

## Pari fou : " une cité avec zéro déchet d'ici 2030 " !

La première édition d'une journée d'exposition a été organisée samedi 17 septembre à Goma dans le but de sensibiliser les communautés locales en particulier, les acteurs environnementaux à s'approprier les enjeux environnementaux pour lutter contre la pollution et faire de la ville de Goma, « une cité avec zéro déchet d'ici 2030. »

L'événement, initié par l'ONG Initiative pour la promotion de la paix et la reconstruction sociale (INEPPARES) en collaboration avec des journalistes environnementalistes, a été placé sous le thème : « Les forêts du Nord-Kivu périssent alors que la solution existe ».



Plusieurs thèmes ont été débattus au cours de cette journée, notamment le réchauffement climatique, le reboisement, l'exploitation du pétrole.

L'un des intervenants, un journaliste de Goma, John Tsongo a exposé sur « l'impact de la non-exploitation du gaz méthane du lac Kivu, sur l'écosystème forestier du Nord-Kivu ».

Plusieurs produits ont été exposés au cours de cette journée. Il s'agit des briquettes écologiques faites à la base de déchets ménagers biodégradables, des brasers écologiques, des plantules pour ornements des parcelles et artères routières, mais aussi des pavés faits à base des déchets plastiques recyclés.

## Tanganyika

## Kalemie : un militaire tué par des coupeurs des routes



Un militaire des FARDC a été tué dimanche 18 septembre par des coupeurs de routes sur l'axe routier Kalemie-Bendera, au niveau du village Kapunda à une quarantaine de Kilomètres de Kalemie, dans la province de Tanganyika. Bernard Bokalanganya précise que le militaire a été tué par balle.

L'axe Kalemie-Bendera est en proie ce dernier temps à une recrudescence de l'insécurité. Il y a quelques semaines, un conducteur d'un taxi-moto avait reçu une flèche sur le même axe. Les bandits lui

avaient ravi argent et téléphone.

En outre, un autre camion transportant des marchandises et des passagers avait été pris pour cible par des hommes armés, qui portaient des cagoules. Ils avaient dépouillé les passagers de leurs biens puis s'étaient retirés dans la brousse.

Contacté par Radio Okapi au sujet de cette insécurité, le commissaire provincial de la police dans le Tanganyika annonce que des dispositifs sont déjà pris pour sécuriser l'axe routier Kalemie-Bendera.

D'après l'administrateur du territoire de Kalemie, Bernard Bokalanganya, tout est parti lorsqu'un groupe de conducteurs de taxis-motos, en provenance de Kalemie vers Bendera, est tombé dans une embuscade tendue par des bandits armés au niveau du village Kapunda.

Les victimes ont été dépouillées de leurs biens avant d'être relâchées avec leurs motos. Pamis les victimes, figure un élément des FARDC qui avait pris un taxi-moto.

## Ituri

## Une société minière dote la chefferie des Bombo d'un nouveau bâtiment scolaire

Un nouveau bâtiment scolaire construit et équipé par la société « Kimiamining » à Bandengaido dans la chefferie des Bombo en territoire de Mambasa, province de l'Ituri, a été officiellement remis à la communauté locale, le 05 septembre 2022.

Cette dotation dont l'institut Bugumba est le principal bénéficiaire, s'inscrit dans le cadre du partenariat entre cette société minière et l'Etat congolais, souligne l'administrateur dudit territoire qui a réceptionné ledit ouvrage.

« C'est quelque chose qu'on attendait depuis la nuit du temps. Quand cette école a commencé à être construite, il y en a qui pensait que c'était de la blague, ça ne va pas aboutir mais voilà qu'aujourd'hui, le rêve est devenu une réalité. On nous a officiellement remis l'école. Le geste est allé droit au cœur, le partenariat MCCR Kimia Mining avec l'Etat congolais, avec la province de l'Ituri, avec le territoire de Mambasa, avec la chefferie des Bombo est en train de produire des fruits. Je souhaite qu'il ne s'arrête pas », a dit le colonel Matadi Muyapandji dans une interview à la presse.



De son côté, le représentant de la société Kimia Mining, motive cette dotation par le souci d'améliorer les conditions dans lesquelles les élèves étudient dans cette partie de l'Ituri.

Par la même occasion, il a promis que cette société minière va exécuter d'autres projets, afin de respecter le cahier de charge de ladite communauté.

Le coût global des travaux de construction de ce bâtiment s'élève à plus de 100.000\$, souligne la même source.

Il sied de noter que hormis ce bâtiment scolaire, kimiamining a également remis une jeep au chef de la chefferie des Bombo pour assurer sa mobilité lors de l'itinérance dans cette entité coutumière.

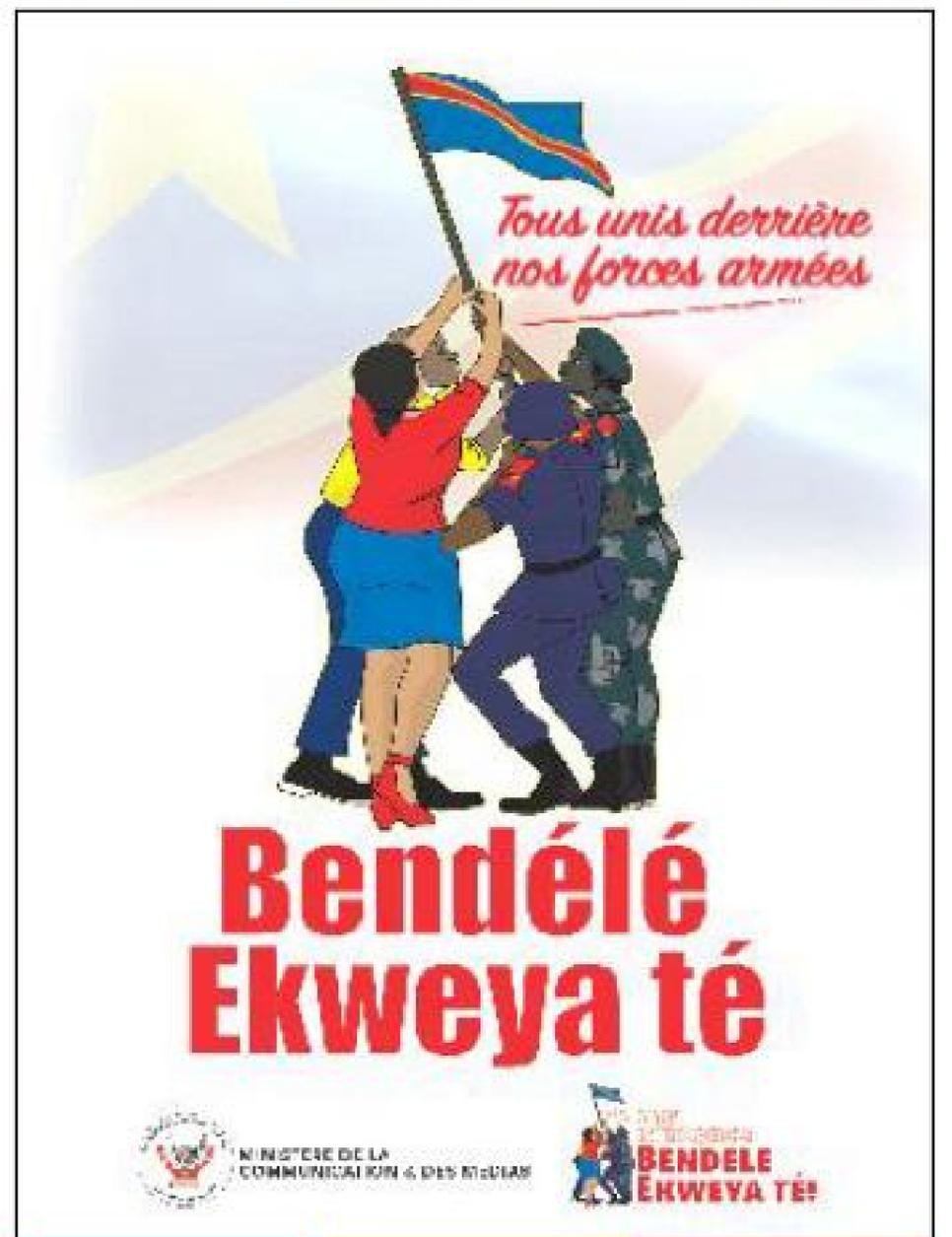
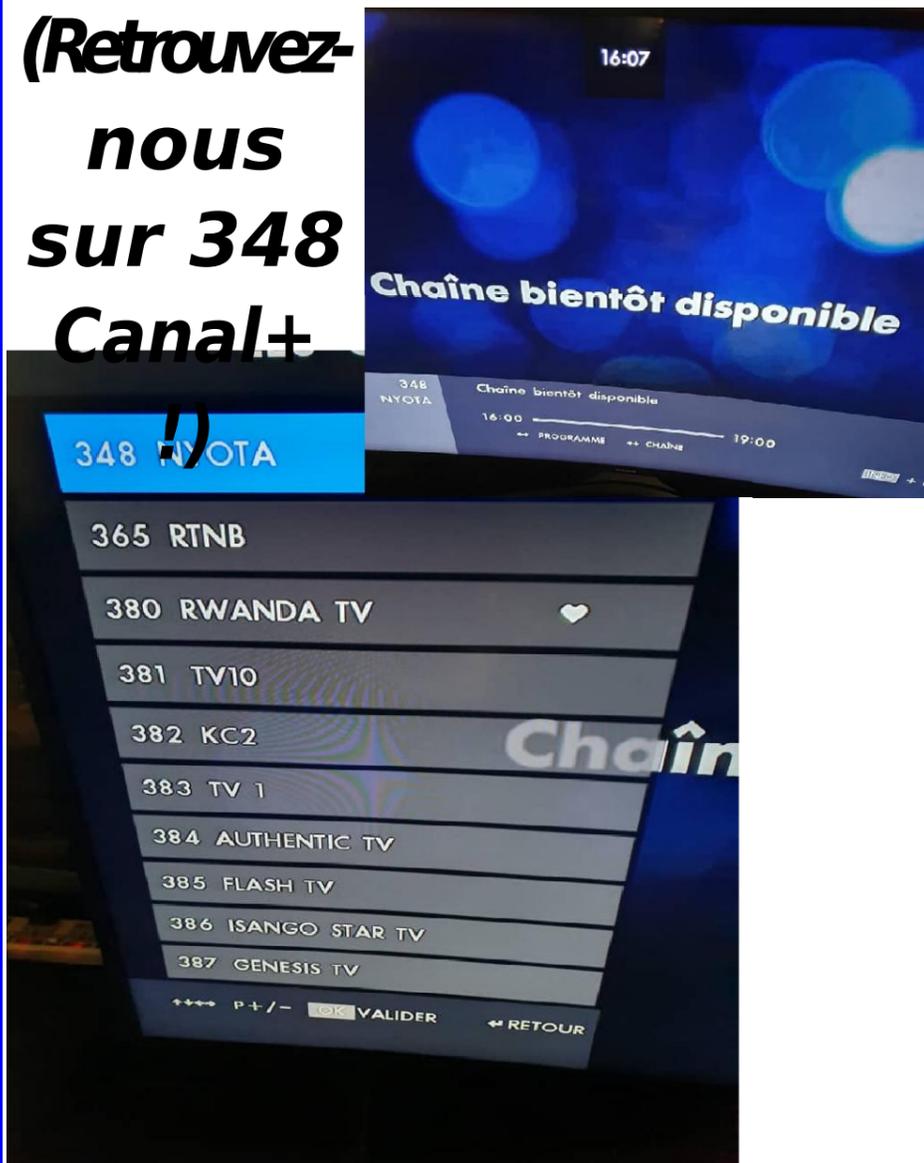
Séraphin Banangana depuis Bunia

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



## Balises

## Élections, RDC, États-Unis et Ukraine...

Le 6 septembre 2022, la section des Affaires publiques de l'Ambassade des États-Unis en RDC a publié un communiqué avec instruction en lettres capitales " \*A DIFFUSER IMMÉDIATEMENT\* " .

Son intitulé, en lettres capitales également, est :

« \*LES ÉTATS-UNIS FOURNISSENT UNE ASSISTANCE SUPPLÉMENTAIRE POUR LA TENUE DES ÉLECTIONS DE 2023 EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO\* » .

Washington rappelle à Kinshasa sa volonté de voir les élections de 2023 s'organiser dans les bonnes conditions.

Pour ce faire, ses contributions financières sont énumérées et les affectations précisées.

Ainsi, en est-il des « \_13 millions supplémentaires, qui viennent s'ajouter à son assistance électorale actuelle de \$10,65 millions, pour appuyer des processus politiques transparents, crédibles et inclusifs en République démocratique du Congo (RDC) \_ », y lit-on.

Bien entendu, le communiqué relève que « \_L'Administration Biden-Harris se félicite de l'engagement du Président Tshisekedi, qu'il a renforcé lors du Sommet pour la Démocratie, à organiser les élections à temps et de son invitation aux observateurs électoraux\_ » .

En \*septembre\* 2016 - pour rappel, septembre est le mois d'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (résistants et imposants s'y précipitent) - un communiqué du genre avait été annoncé avec la formule alambiquée « \_dès que techniquement possible\_ » .

Le techniquement possible intervint en décembre 2018.

Cela n'avait pas empêché, en septembre 2016, mort d'hommes et pillages de biens publics et privés, en revendication de la tenue des élections dans les délais constitutionnels.

Croisons les doigts pour qu'il n'en soit pas ainsi pour les prochaines échéances.

Constatons plutôt qu'à cause de l'in-

La vérité une et unique est que la guerre ne doit pas empêcher la tenue des élections, selon l'évangile de la Maison



securite a l'Est, l'axe Beni-Butembo avait été exclu des élections de 2016 reportées à 2018. A la base de l'exclusion : la \*guerre\* . D'ailleurs, la veille des échéances, des troubles surgis subitement à l'Ouest, précisément au Mai-Ndombe, avaient servi de prétexte pour exclure du même processus électoral cette partie du pays, aujourd'hui en proie à des affrontements fratricides entre Teke et Yaka, après Banunu-Bobangi et Batende.

Pourquoi alors allusion aux \*États-Unis\* et à l' \*Ukraine\* ?

Réponse simple : \*en 2024, les élections doivent avoir lieu en Ukraine\* .

S'il est vrai que la guerre de la RDC est de \*basse\* intensité alors que celle de l'Ukraine est de \*haute\* intensité, la vérité une et unique est que la douleur ressentie par la population des suites de toute guerre est de la même intensité.

Blanche.

Constatons aussi, sans nous livrer à des lamentations, que pour mettre fin à la guerre en Ukraine - qu'ils considèrent comme une agression de la part de la Russie - les États-Unis ont déjà déboursé près de 15 milliards de dollars US en sept mois, soit une moyenne de près de 2,3 milliards par mois.

D'ici à février 2023, la Maison Blanche pourrait engager un effort de guerre de près de 30 milliards USD, plus que presque le financement de la Monusco en 22 ans de déploiement sur le territoire congolais pour les résultats connus.

Combien, cependant, les Américains mettent-ils en faveur de la RDC au titre d'effort de guerre pour mettre fin à l'agression rwandaise ?

Peut-être que la Section des Affaires

publiques de l'Ambassade des États-Unis au Congo-Kinshasa livrera-t-elle des précisions le moment venu. Sauf s'il s'agit d'un \*secret d'Etat\* .

Ce qui n'est pas cependant un secret d'Etat, c'est le financement annoncé de certaines opérations en rapport avec les élections.

Comme en 2006, en 2011 et en 2018, Washington limitera ses interventions à des personnes morales et physiques autres que les officiers. Généralement, ces personnes appartiennent toutes à la \*Société civile\* et sont recrutées pour l'observation des opérations électorales. Il s'agit d'ONGDH, de médias privés, d'églises, d'Asbl dont les rapports vont obéir au principe « \_qui finance commande\_ » .

La question qui ne peut que venir à l'esprit est de savoir si, en 2024, la guerre battant son plein, les États-Unis vont forcer l'Ukraine à aller aux élections.

On aurait toutefois souhaité voir l'administration américaine, à défaut de financer l'effort de guerre en RDC contre tous les groupes armés indistinctement (M23 compris) et tous les «parrains» visibles et invisibles, intimer au moins l'ordre aux uns et aux autres d'arrêter la guerre de l'Est puisqu'elle en a la capacité.

En effet, à en croire Dr Denis Mukwege s'adressant au roi des Belges à Bukavu, le coup de fil de Barack Obama avait suffi pour arrêter la première aventure du même M23 en 2013.

Mais, trêve d'illusions, elle ne le fera pas parce que les enjeux dans les pays riverains de la mer Noire sont différents de ceux des Grands Lacs africains.

Washington n'expliquera donc jamais à Kinshasa le pourquoi de sa politique de deux poids deux mesures quand il s'agit des questions relatives à la sécurité et à la démocratie dans la sous-région.

Une fois de plus, c'est au leadership d'en appréhender les évidences et d'agir ou de réagir en conséquence.

Omer Nsongo die Lema

## Denis Mukwege en lobbying à New York pour le retour de la paix en RDC

Le Prix Nobel de la paix, Dr Denis Mukwege a commencé son lobbying à New York, siège des Nations unies où séjourneront cette semaine prochaine, tous les chefs d'État du globe. Mukwege s'y entretiendra avec différents présidents de la République et de gouvernement mais aussi des leaders mondiaux des institutions internationales ainsi que des personnalités influentes en vue de porter le message de paix du peuple congolais.

Pas de repos pour le Prix Nobel de la paix. Le Dr Denis Mukwege a pris l'avion en destination de New York quelques heures après la clôture de la conférence internationale pour la paix en RDC, tenue le 16 septembre 2022 à Charleroi en Belgique. Le Prix Nobel, le professeur Dr Denis Mukwege a plusieurs rendez-vous avec certains chefs d'état et différents responsables des organisations internationales rattachées à l'ONU. Lors de la clôture de sa conférence de Charleroi vendredi, Denis Mukwege a salué le niveau de mobilisation observée ainsi que la qualité des contributions des Congolais et des amis du Congo pour l'édification d'une paix durable en République démocratique du

Congo. «*C'est la première fois que nous, Congolais, en collaboration avec nos partenaires internationaux ici présents, organisons ici en Belgique et dans cette ville historique de Charleroi, un rendez-vous intellectuel et citoyen d'une si grande importance sur cette thématique et avec tout l'éclat qu'il mérite*», s'est-il félicité. Événement qui n'aurait été possible sans l'action soutenue de la Kopax. «*Une action qui force le respect et imprime une note d'optimisme dans le ciel nébuleux de notre pays*», a reconnu le Prix Nobel qui a rendu hommage à tous les participantes et les participants.

## Le Plan de paix de Mukwege à New York

Son plaidoyer à New York s'articule en quatre (4) actions prioritaires susceptibles de stabiliser la République démocratique du Congo, relancer son décollage économique, instaurer la confiance et la crédibilité internationale du pays et faire prospérer le peuple longtemps meurtri. «*Des solutions Mukwege passeront en priorité par 1. la restauration de la sécurité ; 2. la mise en œuvre de la justice transitionnelle et l'instauration de l'état de droit ; 3. la consolidation de la démocratie par des élections libres,*

*crédibles et apaisées en 2023 et enfin 4. la transparence du commerce des minerais stratégiques*», a précisé le Docteur Denis Mukwege. Ce plan ne peut être concrétisé que si les véritables décideurs du monde s'y impliquent. D'où, la présence très remarquée du Nobel 2018 au siège des Nations unies. Des solutions qui ne sauraient se matérialiser sans en établir les responsabilités du pourrissement de la situation et de la tragédie humanitaire qui en découle actuellement. C'est ici que Mukwege réa-

lise que l'on ne s'est jamais attaqué aux principales causes structurelles qui constituent les éléments moteurs des conflits qui persistent dans l'Est du pays. «*Il s'agit avant tout de l'exploitation et la prédation illégales des ressources minières et naturelles*». Et d'ajouter que «*la guerre en RDC est principalement économique et*

## La foi de Mukwege : Nos enfants vivront mieux que nous

Denis Mukwege a salué les combattantes et les combattants de la lumière et de l'ombre qui, au pays et dans la diaspora, œuvrent pour infléchir le cours des événements et arracher la victoire sur les forces de la décadence. «*Je salue l'indignation de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui n'ont jamais baissé le front devant le gaspillage, l'ostentatoire, l'indécence d'une minorité au pouvoir au grand mépris de notre peuple. Je salue leur mobilisation pour devenir un mouvement patriotique et social capable d'entraîner la RdCongo vers plus de liberté, plus de justice, plus de travail, plus de solidarité*», a incité le Prix Nobel. Mukwege est confiant en l'avenir. D'où cet appel à la très grande mobilisation des Congolais sans distinction ni catégorisation. «*Débout congolais, le chemin de la prospérité est à notre portée*», a persuadé le gynécologue. Dans le cas de notre pays, ce destin se décline en la construction de la paix, la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance et en la pose des bases d'un développement qui place l'humain au centre des préoccupations et des politiques publiques, développe le médecin de Panzi.

Mukwege invite ainsi à construire des ponts entre Congolais, à fédérer les ressources et travailler ensemble pour relever les défis auxquels le pays est confronté. Malgré la somme

*s'apparente à une grande criminalité transnationale dont le Rwanda et l'Ouganda sont les acteurs principaux depuis 25 ans, avec la complicité de multinationales et des certains politiciens et militaires congolais cupides et corrompus*», a-t-il formellement évoqué.

des difficultés qui jonchent le parcours du redressement politique et économique de la RDC, la foi de Mukwege reste imperturbable. «*Nos actes de courage et de sacrifice donneront naissance à un futur plus lumineux pour nos enfants et nos petits-enfants. Nous verrons cela de notre vivant. Ils vivront mieux que nous*», a-t-il poussé. Le Prix Nobel de la paix entend privilégier l'intérêt général, placer l'homme au centre de tout. «*Désormais, c'est l'intérêt de la collectivité, de notre nation qui doit être au-dessus des intérêts privés afin que la justice distributive, inclusive et le bien commun prévalent. Pour arrêter la déchéance de notre pays et la clochardisation de notre population, usez de votre indomptable liberté de penser pour imaginer et proposer des solutions novatrices*», a exhorté Denis Mukwege.

D'après lui, l'heure est venue de faire basculer l'histoire du côté de la liberté, de la dignité et de la fierté d'être Congolais. «*L'heure est venue de redresser l'immense champ de ruine qu'est devenu notre pays et de transmettre à notre jeunesse la flamme de l'immortel combat pour la paix et le développement*», avait-t-il indiqué vendredi aux conférenciers présents à Charleroi.

## Funérailles d'Elizabeth II

# La reine a été inhumée à Windsor

La reine Elizabeth II a été transférée dans le mémorial George VI de la chapelle Saint-Georges du château de Windsor, aux côtés de son époux Philip, décédé l'année dernière.



C'est « ici, dans la chapelle Saint-Georges où elle a si souvent prié », a rappelé le doyen, que la monarque aux 70 ans, sept mois et deux jours de règne avait souhaité que se tienne une ultime cérémonie, plus intime – avec tout de même quelque 800 personnes – que celle, grandiose, organisée le matin à l'abbaye de Westminster, en présence de nombreux chefs d'État et têtes couronnées. C'est après cette cérémonie que la monarque a été inhumée, dans l'intimité cette fois.

Voilà qui vient clore 70 ans de règne. Onze jours après sa mort, la **reine Elizabeth II** a été inhumée lundi soir au château de Windsor. Elle a été transférée, avec son époux Philip, **mort en 2021**, dans le mémorial George VI de la chapelle Saint-Georges du château de Windsor, annonce la famille royale dans un communiqué.

Plus tôt dans la journée, après des funérailles grandioses à l'abbaye de Westminster, et un long chemin depuis le célèbre édifice religieux, **le cercueil de la souveraine avait fait son entrée au château** sous les applaudissements et les larmes d'une immense foule massée depuis le matin autour de la résidence royale.

« Dans un discours connu, prononcé pour ses 21 ans, sa défunte Majesté a déclaré que sa vie entière serait consacrée au service de la nation et du Commonwealth », a rappelé l'archevêque de Canterbury Justin Welby, chef spirituel de l'Église anglicane qui était dirigée par la reine. « Rarement une promesse aura été aussi bien tenue », a-t-il ajouté, rendant hommage à une reine « joyeuse, présente pour tant de monde, touchant une multitude de vies ».

## Charles III aux manettes

De plus en plus frêle ces derniers mois, souffrant de problèmes de mobilité, Elizabeth II recevait encore, souriante, deux jours avant son décès, la toute nouvelle Première ministre Liz Truss, sa dernière photo publique. C'était la dirigeante en exercice la plus âgée du monde. Durant sa vie, elle a traversé la Seconde Guerre mondiale, vu la dissolution de l'Empire britannique, l'entrée puis la sortie de l'Union européenne.

Après des jours épuisants de voyages dans les quatre nations constitutives

du Royaume-Uni, de bains de foule conjugués au deuil d'une mère, Charles III devra écrire sa propre histoire. Certains rêvaient d'une transition rapide avec le nouveau prince de Galles, son fils William, 40 ans. Mais le roi a promis, comme sa mère, de servir toute sa vie. Si sa cote de popularité a grimpé en flèche, les défis, nombreux, ne font que commencer, certains pays du Commonwealth ne cachant pas leur désir de se détacher de la monarchie.

Le Parisien avec AFP

## Tchad

# Le bilan des combats entre éleveurs et cultivateurs monte à 19 morts

Dix-neuf personnes ont été tuées mi-septembre en deux jours d'affrontements entre éleveurs et cultivateurs dans le sud du Tchad, pays régulièrement en proie à des conflits meurtriers entre ces communautés nomades et sédentaires, selon un nouveau bilan du parquet local communiqué mardi.



Ces violences entre communautés sont récurrentes dans le centre et le sud du Tchad, où nombre d'habitants sont armés. Elles opposent généralement des éleveurs nomades arabes aux cultivateurs autochtones sédentaires, qui accusent les premiers de saccager leurs champs en faisant paître leurs animaux.

Une altercation entre deux membres de ces groupes dans la localité de Marabe, petit village à 500 km au sud-est de la capitale N'Djamena, a dégénéré en deux jours de combats qui ont débordé dans deux localités voisines, les 13 et 14 septembre, et un premier bilan de 10 morts avait été dressé.

« Dix-neuf personnes ont été tuées, 22 blessées et 18 arrêtées », a déclaré par téléphone à l'AFP Lamane Nguessangar, procureur général à la cour d'appel de Sahr, chef-lieu de la province du Moyen-Chari.

Le calme était revenu au bout de deux jours grâce à l'intervention des forces de l'ordre, avaient alors affirmé les autorités locales.

Les nomades viennent généralement des zones arides sahéniennes du nord du Tchad et cherchent à se sédentariser sur des terres plus fertiles propices à l'élevage de leurs dromadaires et moutons notamment.

## Somalie

# Éreintés par la faim, les enfants n'ont plus la force de pleurer

Après quatre saisons de pluies défailtantes depuis fin 2020, la Somalie s'enfonce inexorablement dans la famine. Selon l'Unicef, 730 enfants sont morts dans des centres de nutrition entre janvier et juillet. Plus d'un demi-million, âgés de six mois à cinq ans, souffrent de malnutrition sévère.



Allongé sur son lit d'hôpital à Mogadiscio, Sadak Ibrahim a les yeux dans le vague. Des mouches se promènent sur son visage, mais il peine à les chasser avec son bras famélique. Le garçonnet est tellement faible qu'il a même du mal à pleurer. À bout de forces, en manque de nourriture, ses pleurs, de plus en plus rares, ne sont qu'un gémissement ténu.

« C'est le seul enfant que j'ai et il est très malade », confie sa mère Fadumo Daoud, en contemplant les jambes squelettiques de son fils et la perfusion alimentaire scotchée à son nez. Pour le sauver, elle a voyagé trois jours depuis la région de Baidoa, dans le sud-ouest de la Somalie, pays le plus durement frappé par la sécheresse historique qui affame la Corne de l'Afrique.

À l'hôpital De Martino de Mogadiscio, Fadumo Daoud veille son fils jour et nuit et prie pour qu'il ne s'ajoute pas aux centaines d'enfants morts ces derniers mois des suites de malnutrition. Selon l'Unicef, 730 enfants sont morts dans des centres de nutrition entre janvier et juillet. Plus d'un demi-million, âgés de six mois à cinq ans, souffrent de malnutrition sévère.

Après quatre saisons de pluies défailtantes depuis fin 2020 et avec une cinquième s'annonçant similaire à partir d'octobre, la Somalie s'enfonce inexorablement dans la famine. À travers le pays, 7,8 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, sont affectées par la sécheresse, dont 213.000 sont en grand danger de famine, selon l'ONU.

Sans une action urgente, l'état de famine sera déclaré dans les régions méridionales de Baidoa et Burhakaba entre octobre et décembre, a alerté début septembre le chef du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) Martin Griffiths. Selon lui, la situation est pire que lors de la dernière famine de 2011 qui avait fait 260.000 morts, dont plus de la moitié d'enfants de moins de cinq ans.

## Exode

Face aux dangers posés par l'insurrection des islamistes radicaux shebab qui secoue le pays depuis 15 ans, un million de Somaliens ont quitté leurs villages pour les grandes villes, notamment la capitale Mogadiscio, où ils se regroupent dans des campements informels.

Mère de dix enfants, NuunayAdanDurow a parcouru 300 kilomètres depuis la région de Baidoa pour chercher une aide médicale pour son fils de trois ans Hassan Mohamed, dont les membres avaient gonflé en raison d'une grave malnutrition. « Depuis trois ans, nous n'avons rien récolté à cause du manque de pluie », explique-t-elle.

« Nous avons été confrontés à une situation terrible (...) Pour avoir un jerrican d'eau, il faut marcher deux heures », poursuit cette mère de 35 ans, berçant son fils en attendant des soins dans un centre médical de l'ONG International Rescue Committee (IRC) dans la périphérie de Mogadiscio.

Dans les sept centres de santé et de nutrition que gère l'ONG dans et autour de la capitale, « le nombre de nouveaux arrivants a considérablement augmenté depuis juin », explique Faisa Ali, responsable de la nutrition chez IRC. Parmi eux, le nombre d'enfants en état de malnutrition a triplé, passant d'un maximum de 13 par jour en mai à 40 en septembre.

## 5,8 kg à deux ans

La sécheresse a même frappé les régions traditionnellement fertiles, comme le Bas-Shabelle, limitrophe de Mogadiscio. Autrefois refuge pour les communautés frappées par les sécheresses, elle est aujourd'hui désertée par ses habitants.

« On avait l'habitude de cultiver et de récolter des légumes pour nourrir nos enfants avant que la sécheresse ne nous affecte », raconte Fadumo Ibrahim Hassan, veuve et mère de six enfants, une semaine après son arrivée dans la capitale. Maintenant, « on vit de tout ce que Dieu nous donne ».

Cette femme de 35 ans a amené sa fille Yusro, deux ans, à l'hôpital De Martino sur les conseils des médecins de l'IRC qui jugeaient son état trop grave. La fillette pèse à peine 5,8 kilogrammes, soit la moitié du poids d'un enfant en bonne santé de son âge.

De tels cas sont de plus en plus fréquents, s'inquiète la médecin Fahmo Ali. « Ceux que nous recevons ici sont les pires cas, avec des complications », explique-t-elle : « Et parfois, certains que nous avons soignés reviennent à l'hôpital, après être de nouveau tombés malades ».

## Fally Ipupa, Gaz Mawete, Innoss'b et Dadju, parmi les nominés du prix : " Afrima 2022 "



**Le comité exécutif de « All Africa Music Awards » (AFRIMA), une structure en communication, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (UA), a publié récemment, la liste officielle des nominés pour l'édition 2022, sur laquelle 4 (quatre) artistes-musiciens congolais sur les 10 (dix) retenus, sont nominés dans la catégorie : « Meilleur artiste d'Afrique centrale », indique un communiqué de AFRIMA remis lundi, à l'ACP.**

Il s'agit, parmi les artistes-musiciens congolais retenus, de Fallylpupa, Dadju, Innoss'b ainsi que de Gaz Mawete qui vont tous concourir, hormis les autres pour lesquels ces grandes figures de la musique congolaise seront également en compétitions. Le chanteur Trésor Riziki est pour sa part, nominé dans les catégories : « Meilleur collaborateur de l'électro » et pour le titre « Makosa », tandis que le rappeur Ninho est dans les catégories « Meilleur artiste hip hop » et « meilleur artiste africaine de la diaspora », pour ses tubes « Jeff » et « VVS ».

Par ailleurs, l'ambassadeur de la culture congolaise, Dadju, a été nominé dans 6 (six) différentes catégories, notamment « Meilleur artiste masculin d'Afrique centrale » ; « Chanson de l'année » ; « Artiste de l'année » et « Meilleur artiste de la diaspora » pour sa chanson « Ambassadeur », ainsi que dans les catégories « Meilleure bande originale d'un film, d'un documentaire ou d'une série » avec sa chanson « Ima » et enfin, « Meilleur album de l'année » pour « Cullinan ».

Pour sa part, Fallylpupa est nominé dans deux catégories avec son dernier tube « Bloqué » pour la catégorie « Meilleur artiste de la musique contemporaine » et « Meilleur artiste masculin d'Afrique centrale ». La même nomination pour laquelle sont également en lice Gaz Mawete et Innoss'b avec respectivement les titres « 500 » et « Mortel 06 ».

A chaque édition, les prix en jeu célèbrent l'excellence de l'art musical en Afrique et dans la diaspora. Elle promeut le patrimoine culturel africain dans 36 (trente-six) différentes catégories, réparties dans 5 (cinq) régions d'Afrique. L'événement célèbre également le genre musical à travers des trophées en plaqué or décernés aux lauréats, en plus de célébrer le talent et le travail des artistes,

Notons que seules les candidatures dans la période de validité du 20 août 2021 au 5 août 2022 ont été prises en compte pour la nomination des prix de cette année. Les votes commencent dimanche 25 septembre prochain et la cérémonie de remise de prix est prévue du 3 au 6 novembre 2022, au Nigeria.

Pour rappel, lors de « AFRIMA 2021 » à Lagos au Nigeria, plusieurs chanteurs congolais ont remporté des prix, notamment Fallylpupa en tant que « meilleur artiste masculin d'Afrique centrale » ; Koffi Olomide dans la catégorie « Légende Awards de l'année » et Maajos pour le trophée « Meilleur duo/groupe Afrique contemporain » pour son titre « Ndoto » en collaboration avec Koffi Olomide.

ACP

## Koffi Olomide : son "geste déplacé" contre sa danseuse peut-il lui coûter son titre d'ambassadeur de la culture rd-congolaise ?

Accablé par les critiques sur son geste déplacé sur l'une de ses danseuses, Koffi Olomide doit-il craindre un retrait de son titre d'ambassadeur de la culture rd-congolaise ? Koffi Olomide est au cœur d'un nouveau « scandale ». Dans une vidéo qui a heurté de nombreux internautes, la star rd-congolaise de 66 ans a tripoté les fesses de l'une de ses danseuses lors d'une séance de répétition. La séquence a vite provoqué un déferlement de critiques contre le patron du Quartier latin, déjà condamné il y a 9 mois par la Cour d'appel de Versailles à 18 mois avec sursis pour séquestration.

Beaucoup de rd-congolais ont été « déçus » par ce coup d'éclat négatif incontrôlable de Koffi Olomide qui selon eux, ne reflète pas son titre d'ambassadeur de la culture rd-congolaise lui attribuait depuis 7 mois par le Président de la République, Félix Tshisekedi. Ce geste très osé doit-il lui coûter ce privilège d'ambassadeur ?

Avocat et membre de l'Administration des Droits d'Auteur au Congo - ADACO -, Me Glody Muabila pense que ce nouveau geste déplacé de Koffi Olomide revêt un caractère essentiellement pénal. Il a estimé que le roi de la rumba doit, en sa qualité d'ambassadeur de la culture rd-congolaise, être irréprochable, prêcher par l'exemple, privilégiant l'éthique professionnelle. « A l'autorité qui l'a élevé à cette dignité d'en tirer toutes les conséquences qui s'imposent, car l'acte posé est d'une gravité telle que si c'était sur le territoire congolais, il serait poursuivi pour attentat à la pudeur en vertu de l'article 167-1 CPLII. Tout acte contraire aux mœurs exercé intentionnellement et directement sur une personne sans le consentement valable de celle-ci constitue un attentat à la pudeur », a dé-



clare Me Glody Muabila à Events RDC COM.

Avocat au barreau près la Cour d'appel de Kwilu, Me Odon Muendele n'a pas, comme Me Glody Muabila, exclu l'hypothèse d'un retrait du titre d'ambassadeur à Koffi Olomide pour ce geste contraire aux bonnes valeurs. « Le Chef de l'Etat peut être à l'obligation de retirer ce privilège d'ambassadeur de la culture congolaise parce que lui-même doit être modèle, étant donné que nous les bantous, précisément les africains, nous avons des valeurs. Nous sommes des gens qui doivent montrer comment notre culture évolue, c'est-à-dire, l'exposition des sexes, le fait de porter les habits indécents, cela ne cadre pas avec notre culture », a-t-il déclaré à Events RDC COM.

Et de rajouter : « Le président peut toujours retirer ce privilège et chercher une personne modèle, une personne qui peut inventer une bonne culture qui fera en sorte que nous soyons respectés ».

Pour le moment, Koffi Olomide n'a pas encore réagi face à ce « scandale » qualifié par beaucoup « d'agression sexuelle ». D'aucuns demandent des excuses de la part du patron de Quartier Latin.

**Etienne Kamabala et Chadrack Mpereng Events RDC**

### Iran

## Le film "Troisième Guerre mondiale" sélectionné pour les Oscars



Houman Seyyedi, réalisateur iranien du film "Troisième Guerre mondiale"

Le film «Troisième Guerre mondiale» du réalisateur iranien Houman Seyyedi, primé à la dernière Mostra de Venise, a été choisi pour représenter la République islamique aux prochains Oscars, a annoncé ce lundi 19 septembre la Fondation Farabi pour le cinéma. « Après avoir visionné 75 films, le comité de sélection a choisi à l'unanimité Jang-e Jahani Sevom (Troisième Guerre mondiale, en persan) pour représenter le cinéma iranien » à la prestigieuse compétition américaine, a indiqué la fondation dans un communiqué.

Il s'agit de l'histoire de Chakib, un ouvrier sans abri qui devient par hasard

l'acteur d'un film sur les atrocités commises par Adolf Hitler durant la Seconde Guerre mondiale, d'après le site du Mostra de Venise.

Le réalisateur du film, Houman Seyyedi, 41 ans, a remporté le prix Orizzonti du meilleur film pour cet ouvrage au 79e Festival international du film de Venise qui

s'est achevé le 10 septembre.

Egalement acteur et scénariste, il avait aussi obtenu le prix de la meilleure interprétation et du meilleur scénario au festival cinématographiques Fajr de Téhéran en 2014 et 2017. Le comité a choisi le film notamment pour «son niveau technique élevé, sa réalisation exceptionnelle et son scénario novateur», a indiqué à l'agence officielle Irna, Parviz Sheikhtadi, porte-parole du comité de sélection.

Depuis 1994, la Fondation Farabi sélectionne quasiment tous les ans un film iranien pour participer aux Oscars. Le célèbre réalisateur iranien Asghar Farhadi a remporté à deux reprises l'Oscar du meilleur film étranger, en 2011 pour «Une séparation» puis en 2017 pour «Le Client», une coproduction française.

## CAF-C1/C2

## TP.Mazembe, V.Club, DCMP joueront les 16e de finale aller en déplacement



Le Tout Puissant Mazembe et Vita Club disputeront leurs prochains matches aller des 16e de finale de la Li-

gue des champions-CAF à l'extérieur. Ce sera le week-end du 7,8,9 octobre.

Exemptés du tour prélimi-

naire de cette compétition, les Corbeaux lushois iront à Kampala défier Vipers SC. Tandis que Vita Club qui a écarté Gaborone United (0-1/3-1) se déplacera à Ouagadougou pour retrouver Rail Club du Kadiogo.

En Coupe de la Confédération de la CAF, le DCMP et le FC Lupopo, deux clubs congolais exemptés du tour préliminaire, joueront aussi les matches aller le week-end du 7,8,9 octobre.

Le Daring club motemape (DCMP) ira à la rencontre de Saint Michel United de Seychelles.

Mais le FC Lupopo livrera sa première bataille à Lubumbashi en recevant les Angolais de GD Sagrada Esperança.

Les matches retour de ces deux compétitions se joueront le week-end du 14, 15, 16 octobre prochain.

### Eliminatoires-CAN 2023

## Stage : 13 Léopards déjà rassemblés à Casablanca

Le rassemblement de l'équipe nationale de football de la République démocratique du Congo (RDC) a débuté ce lundi 19 septembre à Casablanca au Maroc.

Treize Léopards seniors sur vingt-huit convoqués sont déjà arrivés pour le stage de préparation des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), prévue en Côte d'Ivoire en 2023.

Le sélectionneur national, Sébastien Désarbre, a programmé deux matches amicaux pendant cette période de stage.

D'abord, les Léopards vont faire face aux Étalons du Burkina Faso vendredi 23 septembre, ensuite ils vont en découdre avec les Leone Stars de la Sierra Leone le mardi 27 du même mois.

Voici les noms des treize joueurs qui sont déjà présents au Maroc.

1. Gédéon KALULU,



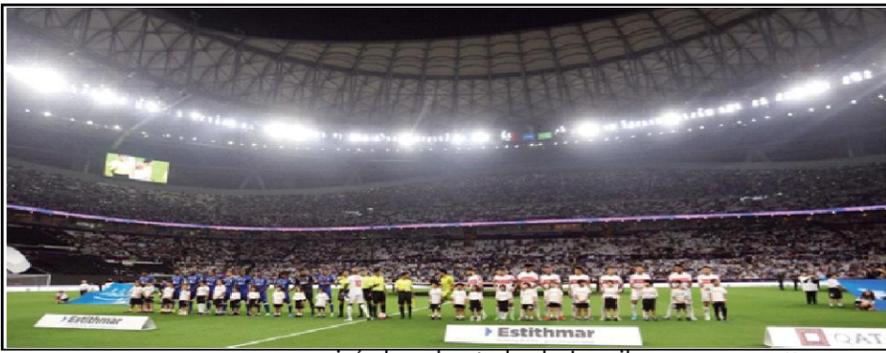
- |                      |                         |
|----------------------|-------------------------|
| 2. Neeskens KEBANO,  | 8. - Philippe KINZUMBI, |
| 3. - Samuel BASTIEN, | 9. - Chadrac AKOLO,     |
| 4. - Théo BONGONDA,  | 10. - Meschak ELIA,     |
| 5. - Lionel MPASI,   | 11. - Mika MICHEE,      |
| 6. - Arsen ZOLA,     | 12. - Fabrice NGOMA,    |
| 7. - Issaka BOKA,    | 13. - Ben MALANGO.      |

### Mondial 2022

## Le Qatar ne semble pas encore prêt à accueillir la compétition

Alors que la coupe du Monde débute dans deux mois, le Qatar ne semble pas encore prêt à accueillir la compétition. Un match test organisé il y a une dizaine de jours a ainsi tourné à la catastrophe.

Le 20 novembre 2022, la Coupe du Monde au Qatar s'ouvrira avec un match entre le pays hôte et l'Équateur depuis le stade Al-Bayt. À deux mois de la compétition, un match test a été



organisé dans le stade de Lusail le 9 septembre dernier, à l'occasion de la rencontre entre Al-Hilal et Zamalek. Tout a rapidement viré à la catastrophe durant le match.

Comme indiqué par HetLaatsteNieuws, la climatisation ne fonctionnait pas franchement bien, alors que le thermomètre in-

diquait 34 degrés. Les spectateurs n'ont cependant pas eu droit aux rafraîchissements tant espérés durant la rencontre. Il n'y avait en effet plus d'eau potable dans le stade dès la mi-temps. Pire encore, une file de 2,5 kilomètres s'est créée pour rejoindre la station de métro du stade. Une situation qui fait craindre le pire, à deux mois de la coupe du Monde.

Events RDC

## L'Opéra d'Alger abritera le tirage au sort du CHAN TotalEnergies 2022



L'Opéra d'Alger, joyau architectural de la capitale algérienne, accueillera le tirage au sort de la phase finale du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) TotalEnergies, Algérie 2022.

La cérémonie du tirage au sort est prévue le samedi 1er octobre 2022 à 19h00 heure locale (18h00 GMT).

Il s'agira d'une étape importante dans le compte à rebours du CHAN qui se déroulera en Algérie du 13 janvier au 4 février 2023.

Le comité d'organisation local, en étroite collaboration avec la CAF, a travaillé d'arrache-pied pour préparer une compétition à la hauteur des attentes et avant, un tirage au sort réussi.

Construit en 2016, l'Opéra BoualemBessaiah d'Alger a accueilli de grands événements

culturels, y compris de grands événements sportifs.

Etendu sur une surface de plus de 40000 m<sup>2</sup>, l'Opéra BoualemBessaiah d'Alger a une capacité de 1300 places.

La salle est située dans la banlieue ouest de la capitale algérienne dans la commune d'Ouled Fayet (15 km d'Alger) et à 30 minutes en voiture de l'aéroport Houari Boumediene d'Alger.

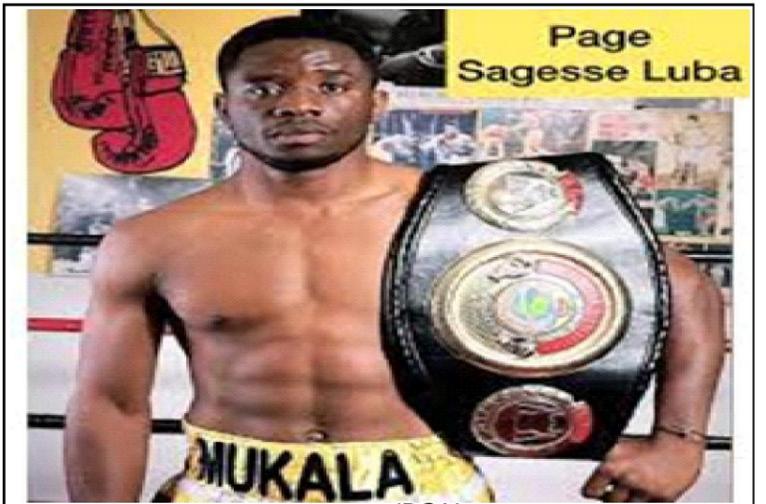
Pour la première fois, 18 pays participeront à l'événement ; la dernière édition ayant réuni 16 équipes.

Les pays qualifiés : Algérie (pays hôte), Maroc, Libye, Sénégal, Mali, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Niger, Ghana, Cameroun, Congo, RD Congo, Ouganda, Soudan, Éthiopie, Mozambique, Angola et Madagascar.

CAF | Direction de la Communication

### Boxe

## Le Congolais Mukala va combattre le Malawite Tcheta ce jeudi à Johannesburg



Le boxeur congolais Patrick Mukala va combattre, jeudi 22 septembre, le Malawite Siméon Tcheta, en la salle Galleria center à Johannesburg (Afrique du Sud).

Ce combat est important pour le classement mondial de la catégorie de lourd léger de cette discipline sportive.

Basé en RSA, Patrick Mukala, classé dans le top 100 au niveau mondial, devra gagner cette rixe pour se classer dans le top 50.

Son adversaire est quant à lui classé dans le top 200 dans le monde.

En mai dernier, le pugiliste congolais avait battu, par KO au troisième round, son compatriote Jimmy Mabudji, à Johannesburg

(RSA). Ce combat international de classement s'est inscrit dans la catégorie de lourd léger de 75kg.

Patrick Mukala évolue au RandburgBoxing Club de Johannesburg (Afrique du Sud), où il a déjà livré 14 combats dont 12 gagnés par KO, un perdu et un autre nul.

Il avait réussi, en mars 2017, à glaner le titre de champion panafricain de World Boxing Association (WBA), en battant par abandon, au 8ème round, le Ghanéen Daniel Lartey en Afrique du Sud.

Et, ce pugiliste congolais avait débuté sa carrière de boxe amateur en 2006 au sein du club Las Vegas, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental).

Radio Okapi

Agression de la RDC

# L'ONU dans le complot!

**Seraient-ils Congolais ou des Jokers ayant travaillé – sans en être contraints – en faveur de la RDC ? Marc Perlman (France 24) et Christophe Boisbouvier (RFI) ont eu le mérite de tirer le ver du nez d'Antonio Guteress, le secrétaire générale des Nations-Unies. En effet, à la question de savoir sa lecture des nombreuses manifestations populaires pour le départ de la force onusienne des terres congolaises, le patron de l'ONU a eu toute la peine de déverser la vérité. Une vérité connue de tous depuis juin dernier, mais qui, avant cela, nourrit justement l'hostilité de la population face à une force pour le moins inutile.**

Cette position des Congolais est vieille de plus d'une décennie, ce qui, à l'époque, avait provoqué la mutation de la MONUC à MONUSCO actuellement. On le rappelle, la population congolaise était révoltée de vivre avec des soldats armés dont la seule tâche se résumait en l'observation des tueries, décapitations des citoyens nationaux par des forces étrangères. Pour cette seule mission, l'ONU s'est portée à dégager chaque année, un budget de près d'1 milliard de dollars américains au profit de la Monusco.

Ainsi, invité à réagir face à cette fronde populaire, Antonio Guteress,

se débattant face à l'évidence, a fini par vomir la vérité : « Il y a un programme de réduction progressive de la force qui est accordée avec le gouvernement. Mais parlons franchement : les populations ont le désir et la perspective que les forces onusiennes soient capables de battre les mouvements qui les attaquent et de leur garantir la protection. Mais on est dans une situation extrêmement difficile. Le M23 a été comme vous le savez la raison de ces dernières manifestations, le fait que les Nations unies ne sont pas capables de battre le M23. La vérité, c'est que le M23 aujourd'hui est une armée moderne, avec des équipements lourds qui sont plus perfectionnés que les équipements de la Monusco ». Cet aveu d'impuissance « entretenue » n'est certainement pas nouveau : le confrère Omer Nsongo le rappelle bien : « Certes, le cas de l'armement du M23 est connu de l'opinion publique depuis juin dernier lorsque le Conseil de sécurité de l'Onu a renouvelé le mandat de la Monusco pour une année, mais surtout maintenu l'embargo sur la liberté pour le Gouvernement d'accéder à l'acquisition des armes, embargo présenté comme allégé puisque la contrainte unique est de se plier à la traçabilité. Ce qui est toutefois grave, c'est le fait que la confirmation de la supériorité « militaire

» du M23 sur la Monusco provienne du Secrétaire général de l'Onu en personne, alors que jusque-là, c'était l'aveu d'un porte-parole de la Monusco (expulsé d'ailleurs), ensuite la cheffe même de cette mission ».

Toute la souffrance pour les Congolais est de voir le secrétaire général de l'ONU rabâcher la sempiternelle rengaine de la Maison Blanche consistant à pousser l'Etat congolais à des négociations avec une nébuleuse que constitue le M23. Evidemment Antonio Guteress franchit un tout petit peu le rubicond lorsqu'il en appelle à des négociations directes entre l'Ouganda, la RDC et le Rwanda. Insinuant ainsi la localisation de la crise dans le for intérieur surtout des deux pays limitrophes de la RDC. Ainsi, à une question des journalistes, le patron de l'ONU a expliqué « *Ils ne sont pas nés dans la forêt (parlant des M23). Ils viennent de quelque part. Ce qu'il faut, à mon avis, et c'est l'essentiel, c'est de trouver une discussion sérieuse entre le Congo, le Rwanda et l'Ouganda pour qu'on puisse avoir une perspective conjointe pour éviter cette permanente situation qui nous fait toujours, quand on a un progrès, revenir en arrière. Il faut que ces pays se comprennent mutuellement et il faut que ces pays coopèrent effectivement pour la sécurité de l'est du Congo, et aussi pour les garanties de sécurité,*

*il ne faut pas l'oublier, du Rwanda et de l'Ouganda ».*

En tout état de cause, les propos de M. Antonio Guteress traduisent la subordination de l'organisation mondiale à des puissances internationales, singulièrement les Etats-Unis. Aussi peut-on comprendre la mascarade que constitue la présence des Casques bleus sur le sol congolais, alors que les tueries s'opèrent au quotidien. Au finish, si la panacée était ce dialogue entre les trois Etats, pourquoi ne l'avoir pas prescrit depuis bien longtemps ? Il demeure une vérité indéniable que les deux pays voisins entendent soumettre la RDC à une faiblesse permanente consécutive à l'infiltration des services de défense et de sécurité. Autrement, on ne saurait justifier cet accroc à des négociations avec des forces qui avaient bénéficié de l'opportunité, pendant plus de 4 ans, à combattre sur le sol congolais des éléments qualifiés de « dangereux » pour leurs pays. Et qui n'y sont jamais parvenues.

LR

Ancien conseiller de Fatshi

## Vidiye Tshimanga à la barre ce mercredi 21 septembre 2022

**Vidiye Tshimanga, ancien conseiller spécial en matière stratégique du président de la République, Félix Tshisekedi, est convié à se présenter mercredi 21 septembre à 11 heures, au Parquet général de Kinshasa-Gombe. Le procureur général de Kinshasa-Gombe ouvre enfin une information judiciaire contre les allégations de corruption qui pèserait sur Tshimanga. De toutes les façons, l'instruction est inquisitoriale et secrète, note-t-on.**

L'ancien conseiller spécial du chef de l'Etat chargé des questions stratégiques, Vidiye Tshimanga, est convoqué ce mercredi au Parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe.

C'est ce que renseigne une invitation datée de ce lundi 19 septembre 2022 lui adressée par l'avocat général, et parvenue à la Rédaction de 7SUR7.CD.

« Je vous invite à vous présenter à mon Cabinet de travail, sis au 2eme niveau, local 01 de l'Immeuble Palais de Justice, Place de l'Indépendance à Kinshasa/Gombe, ce mercredi 21 septembre 2022 à 11h00' précises pour une communication vous concernant », lit-on dans cette invitation signée par l'avocat général Raymond Kalonda.

Par ailleurs, le même communiqué avait prévenu que toute personne y compris au sein du cabinet du président de la République dont le comportement avéré



aura enfreint la loi, la déontologie de sa fonction ou le règlement ordre intérieur du cabinet présidentiel, subira la rigueur de leurs effets.

Pour rappel, Vidiye Tshimanga a démissionné de son poste le 16 septembre dernier. Cette démission faisait suite à la publication par le journal suisse Le Temps, de plusieurs vidéos dans lesquelles il négocie de l'argent auprès des présumés investisseurs. Vidiye Tshimanga continue de parler de manipulation.

Dans un communiqué publié le 16 septembre, le cabinet du chef de l'Etat a

réagi à la suite de la publication de ces contenus. Le document rappelait que la lutte contre la corruption est un des piliers de l'action du président de la République, Félix Tshisekedi, depuis son accession à la tête du pays en janvier 2019.

L'ancien conseiller spécial en matière stratégique est au cœur d'un scandale. Une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, le mêlant à une possible tentative de trafic d'influence écorne l'image du régime Tshisekedi. Ne pouvant pas faire face à cet ouragan, Vidiye Tshimanga avait présenté sa démission auprès du chef de l'Etat. Une

décision réfléchie, selon ses proches. Un cadre de son parti affirme qu'il aura toute la liberté de se défendre et lever ainsi le voile sur les commanditaires de cette machination. Lui-même promet de démontrer preuve à l'appui qu'il s'agit de simples manipulations et que ses propos ont été sortis de leur contexte.

Sa démission fait suite à la publication jeudi 16 septembre 2022, par le journal suisse «Le Temps» de plusieurs vidéos dans lesquelles il négocie de l'argent auprès de pseudo investisseurs. Dans un communiqué rendu public vendredi 17 septembre, le cabinet du chef de l'Etat avait rappelé que la lutte contre la corruption est le cheval de bataille du président Tshisekedi. Depuis son accession à la tête du pays en janvier 2019, «Félix Tshisekedi a constamment fait montre de fermeté pour combattre ce fléau qui a appauvri notre pays depuis des décennies», rassure le texte, poursuivant que la défense de l'intérêt général, le respect strict de la loi et la promotion de l'Etat de droit sont au cœur de la vision du président de la République pour édifier une justice sociale profitable à tous les Congolais. Cela ne se fera qu'au prix de l'exigence d'exemplarité de la part de chaque Congolais à commencer par ceux qui dirigent le pays.

LPE